



REGLEMENT DE CONSULTATION n° B25-02310-FL

**Prestations d'accueil physique, téléphonique,
de gestion des accès et des enquêtes administratives
du centre du CEA Grenoble**

Phase de candidature

Les principales étapes de la procédure sont les suivantes :

Etapes de la procédure	Calendrier
Phase de candidature	
Date limite pour poser des questions sur la phase de candidature	Le 21 juillet 2025
Date limite de remise des candidatures	Le 30 juillet 2025 avant 16h00
Phase d'offre (dans le cas où votre candidature serait retenue)	
Date prévisionnelle de transmission de l'invitation à soumissionner	A titre prévisionnel, la semaine du 1^{er} septembre 2025
Date prévisionnelle de la visite sur site (obligatoire pour la remise d'une offre)	A titre prévisionnel, le 18 septembre 2025 (de 14h à 16h)
Date limite de remise des offres	A titre prévisionnel, la semaine du 29 septembre 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
1.1 - GENERALITES	3
1.2 - NON ALLOTISSEMENT	3
1.3 - MARCHE A TRANCHES.....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES A LA CONSULTATION	3
2.1 - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
2.2 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES CLASSIFIES.....	4
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1 - PROCEDURE	4
3.1.1 - <i>Généralités</i>	4
3.1.2 - <i>Groupement momentané d'entreprises</i>	5
3.1.3 - <i>Variantes</i>	5
3.2 - VISITE PREALABLE DU SITE (OBLIGATOIRE).....	5
3.3 - QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES DURANT LA PHASE CANDIDATURE	6
3.4 - CONDITIONS DE PRIX	6
3.5 - SOUS-TRAITANCE	6
3.6 - CONFIDENTIALITE	7
3.7 - VALIDITE DES OFFRES.....	7
3.8 - UTILISATION DE LA PLATEFORME DE DEMATERIALISATION DU CEA	7
3.9 - CLAUSE D'INSERTION ET D'EMPLOI	7
ARTICLE 4 - PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE	8
4.1 - CANDIDATURE.....	8
4.2 - OFFRE	9
ARTICLE 5 - REMISE DES CANDIDATURES	9
5.1 - DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES.....	9
5.2 - FORME DE REMISE DES CANDIDATURES	10
5.2.1 - <i>Version dématérialisée</i>	10
ARTICLE 6 - SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	10
6.1 - SELECTION DES CANDIDATURES	10
6.2 - CRITERES D'ATTRIBUTION	11
ARTICLE 7 - DOCUMENTS RELATIFS AU RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHE.....	11
ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	11
8.1 - INTERLOCUTEURS TECHNIQUES.....	12
8.2 - INTERLOCUTEURS COMMERCIAUX.....	12
ARTICLE 9 - SUIVI DES FOURNISSEURS.....	12

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 - Généralités

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions de la consultation relative aux **prestations d'accueil physique, téléphonique et de gestion des accès et des enquêtes administratives du CEA Grenoble**.

Le soumissionnaire retenu à l'issue de la procédure achat pour les prestations définies dans la présente consultation sera titulaire d'un marché mis en place par le CEA.

1.2 - Non allotissement

L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes et ne peut donc pas faire l'objet d'un allotissement conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique.

1.3 - Marché à tranches

Le marché est composé des tranches suivantes :

- Tranche ferme d'une durée de trois ans,
- Tranche optionnelle n°1 d'une durée d'un an supplémentaire,
- Tranche optionnelle n°2 d'une durée d'un an supplémentaire.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES A LA CONSULTATION

2.1 - Dispositions générales

La présente procédure est régie, par ordre de priorité décroissant, par les documents suivants :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- les dispositions particulières fixées dans le présent règlement de consultation ;
- les prescriptions techniques et leurs annexes (le cahier des charges référencé DG/CEAGRE/DIR 2025-006 indice 0 du 05/06/2025 et son annexe) ;
- le projet de marché référencé B25-02310-FL ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.).

Le soumissionnaire reconnaît expressément avoir pris connaissance de ces documents et les avoir acceptés.

Les conditions générales de vente du soumissionnaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent règlement de consultation :

- Annexe 1 : Dématérialisation de la procédure,
- Annexe 2 : Attestation de visite,
- Annexe 3 : Règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés),
- Annexe 4 : le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP),
- Annexe 5 : Tableaux de décomposition des prix*,
- Annexe 6 : Cadre de réponse clause d'insertion et d'emploi.

** : annexe qui sera communiquée ultérieurement en phase offre*

2.2 - Dispositions relatives aux marchés classifiés

Le marché objet du présent règlement de consultation est un marché **classifié de niveau Secret** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

Les candidats doivent impérativement fournir une attestation d'une décision d'habilitation au niveau requis en cours de validité :

- **Soit en version papier** : l'exemplaire original du document doit être envoyé sous pli confidentiel en indiquant la référence suivante :

« *Procédure B25-02310-FL – Candidature accueil du CEA Grenoble* » aux coordonnées suivantes :

Monsieur l'Officier de Sécurité - Bâtiment B
17 avenue des Martyrs - 38054 GRENOBLE Cedex 9

avant la date de remise des candidatures figurant à la rubrique 5.1 ci-après.

- **Soit en version informatique** : le document doit être transmis aux adresses mails suivantes : sonia.pinel@cea.fr et thierry.robby@cea.fr

Attention : le document doit être transmis dans un conteneur crypté (conteneur « ZoneCentral » transmis sur demande auprès du Service des Marchés et Achats).

avant la date de remise des candidatures figurant à la rubrique 5.1 ci-après.

Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou de sous-traitants pressentis par les candidats audit marché.

Si le candidat n'a pas fourni une attestation d'habilitation de niveau Secret en cours de validité au stade de la phase de candidature, sa candidature sera écartée.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 - Procédure

3.1.1 - Généralités

La procédure retenue est une **procédure formalisée d'appel d'offres restreint avec publicité**.

La procédure se décompose en deux phases ;

- **une phase de remise des candidatures** au terme de laquelle les candidats admis à présenter une offre seront sélectionnés ;
- **une phase de remise d'offres** au terme de laquelle un soumissionnaire sera retenu par le CEA.

Votre entreprise n'aura droit à aucune indemnité pour les études et frais divers qu'elle aura engagés pour la préparation de l'offre.

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagée, le CEA se réserve la possibilité :

- de déclarer infructueuse la consultation s'il n'a obtenu aucune offre ou uniquement des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des articles L2152-2 à L2152-4 du Code de la commande publique,
- de ne pas donner suite à la consultation,
- de ne pas donner suite au projet après le dépouillement des offres dont il garantit le caractère confidentiel en toute hypothèse.

Le CEA se réserve le droit d'apporter, au plus tard **six (6) jours** avant la date limite de remise des candidatures ou des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les soumissionnaires doivent alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les soumissionnaires, la date limite de remise des candidatures ou des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les conditions d'exécution du marché CEA et les différentes dispositions applicables font l'objet d'un projet de marché joint au dossier de consultation.

Ledit projet, dont les dispositions financières seront à préciser, correspond au document qui sera proposé à la signature de l'entreprise retenue, sous réserve de modifications mineures de mise au point du marché.

3.1.2 - Groupement momentané d'entreprises

Seules les candidatures des groupements momentanés d'entreprises déclarés au stade de la candidature en réponse à l'avis d'appel public à la concurrence préalable sont recevables. **La constitution du groupement ne peut pas être modifiée en cours de procédure.**

En cas de groupement momentané d'entreprises, celui-ci peut être solidaire ou conjoint. Si le groupement est conjoint, le mandataire doit être solidaire de ses cotraitants.

Il est interdit de cumuler les candidatures :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements :
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

3.1.3 - Variantes

Les soumissionnaires sont tenus de remettre impérativement une offre de base conforme au Dossier de Consultation des Entreprises.

Le CEA n'autorise pas la présentation de variantes en sus de l'offre de base.

3.2 - Visite préalable du site (obligatoire) lors de la phase offre de la procédure

Les candidats sélectionnés (envoi d'une lettre d'invitation à soumissionner du CEA) seront ensuite tenus, pour remettre une offre, de se rendre sur place pour apprécier la technicité, la documentation, l'étendue des prestations à réaliser ainsi que les conditions spécifiques d'exécution, notamment les contraintes liées à la localisation du site, les accès, les conditions de travail.

Il est précisé que cette visite présente un caractère obligatoire pour la recevabilité de l'offre.

A titre prévisionnel, la visite obligatoire sera organisée à la date suivante : **le 18 septembre 2025 de 14h00 à 16h00** à l'accueil principal du CEA Grenoble (entrée n°1 du site).

Chaque candidat doit se munir de l'attestation de visite jointe en annexe 2 à signer contradictoirement par le représentant du candidat et par le responsable CEA chargé de la visite.

Après réception de l'invitation à soumissionner par le CEA, il incombera aux soumissionnaires sélectionnés de confirmer leur participation à la visite en prenant contact avec les correspondants techniques suivants :

M. Frédéric FROMENT – Cellule de l'Officier de Sécurité - Tél. : 04 38 78 01 55 – frederic.froment@cea.fr
M. Bruno CAPECE – Cellule de l'Officier de Sécurité - Tél. : 04 38 78 25 32 – bruno.capece@cea.fr

en mettant en copie la correspondante commerciale suivante :

Mme Florence LARUE – Service des Marchés et Achats – Tél. : 04.38.78.33.06 - Email : florence.larue@cea.fr

Compte tenu des formalités d'entrée sur le site, chaque candidat doit communiquer **au plus tard huit jours ouvrés à l'avance un scan d'une pièce d'identité (CNI, passeport ou titre de séjour, les permis de conduire ne sont pas acceptés) en cours de validité** de 3 personnes maximum qui effectueront la visite. Ce scan doit être transmis par email à l'attention des correspondants techniques précédemment cités.

Préalablement à l'entrée sur site, il est demandé à ce que chacune des personnes physiques participant à la visite visionne préalablement la vidéo sur les conditions d'accès et consignes de sécurité via le lien suivant :

[CEA - consignes de sécurité CEA Grenoble](#)

Le jour de de la visite sur site, chacune des personnes physiques devra se munir d'une pièce d'identité en cours de validité (les scans sur téléphone ne sont pas acceptés), sans laquelle l'entrée sur le site ne sera pas autorisée.

Les soumissionnaires qui n'auraient pas rempli cette obligation de visite verront leur offre écartée.

3.3 - Questions des soumissionnaires durant la phase candidature

Les questions éventuelles des soumissionnaires durant la phase de candidature doivent être communiquées par écrit et transmises **uniquement via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE) au plus tard le 21 juillet 2025.**

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA est accessible sur l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe n°1 du présent règlement de consultation.

Une réponse écrite de la part du CEA sera fournie à tous les soumissionnaires.

3.4 - Conditions de prix

Les prix proposés seront établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre et suivant les dispositions contenues dans le projet de marché joint au présent dossier de consultation.

Les prix incluent toutes les sujétions définies dans les documents cités à l'article 2 du présent règlement de consultation.

3.5 - Sous-traitance

Les soumissionnaires sont informés de ce que l'activité qu'ils confieraient à un sous-traitant, après accord exprès, préalable et écrit du CEA, ne pourra pas être sous-traitée par le sous-traitant, sauf dérogation exceptionnelle accordée par le CEA.

Si le soumissionnaire envisage de sous-traiter une partie de la prestation, il devra faire connaître, lors de sa soumission, l'identité, l'adresse de son (ses) sous-traitant(s) et la nature des parties sous-traitées. Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d'exécution du marché. Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée.

Le CEA se réserve le droit de demander la communication du (des) contrat(s) de sous-traitance ou (et) de ne pas accepter un (des) sous-traitant(s) proposé(s).
Le soumissionnaire présentera obligatoirement le(s) sous-traitant(s) à l'acceptation du CEA en remettant le formulaire de demande d'acceptation de sous-traitant annexé au projet de marché.

Le soumissionnaire devra en outre respecter les dispositions du projet de marché relatives à la protection du secret de la défense nationale.

3.6 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA **et par les dispositions du projet de marché relatives à la protection du secret de la défense nationale.**

Les sociétés consultées ne doivent pas utiliser ou transmettre des informations issues de la présente consultation à des tiers dans un but autre que celui de répondre à la présente consultation.

Le soumissionnaire s'engage à ne jamais communiquer ou publier en France ou à l'étranger, sans l'autorisation préalable et écrite du CEA, les résultats des études auxquelles auront pris part ses salariés, ainsi que les renseignements de toute nature dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la présente consultation et notamment les informations relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Le soumissionnaire doit préciser quelles sont les informations confidentielles contenues dans son offre. Il précise l'usage qui peut en être fait, la durée de l'obligation de confidentialité, les personnes tenues au secret et les personnes auxquelles l'information ne doit pas être transmise.

3.7 - Validité des offres

Les offres demeurent valables pendant une durée de **quatre mois** à compter de leur date limite de remise.

3.8 - Utilisation de la plateforme de dématérialisation du CEA

Les modalités d'utilisation de la plateforme de dématérialisation figurent à l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

3.9 - Clause d'insertion et d'emploi

Le CEA implique les soumissionnaires, à l'occasion de l'exécution du marché, dans sa politique en vue de promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion sociale. En application des dispositions de l'article L. 2111-1 du code de la commande publique, le marché comporte une **clause obligatoire** visant à promouvoir **l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle et à lutter contre le chômage.**

Cette action vise les demandeurs d'emploi prioritaires selon les critères du Service Public de l'Emploi. L'annexe n°2 du projet de marché détaille les modalités de fonctionnement du dispositif de l'insertion.

Afin de participer à cette action d'insertion, les soumissionnaires s'engagent à réserver aux personnes précitées des heures de travail dans des conditions conformes au projet de marché.

Le service ressources et développement pour l'emploi de la Métropole de Grenoble apporte son concours dans la mise en œuvre de cette démarche. Pour obtenir des informations, les soumissionnaires peuvent prendre contact avec :

Grenoble Alpes Métropole - **Maryline GUIGNARD**
Chargée de mission Clause Emploi
Service Ressources et développement pour l'emploi
Direction Insertion et Emploi - Pôle Cohésion Sociale
Ligne directe : 04 85 59 95 70 // Portable : 07 88 22 90 01
47 avenue Marie Reynoard - 38100 Grenoble
maryline.guignard@grenoblealpesmetropole.fr

Les soumissionnaires remplissent notamment dans leur offre l'annexe 6 « Cadre de réponse clause d'insertion et d'emploi » du règlement de consultation. Ils peuvent par ailleurs démontrer la crédibilité de leur projet par tout autre document supplémentaire.

ARTICLE 4 - PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

4.1 - Candidature

Le dossier de candidature doit être composé impérativement des éléments mentionnés dans l'Avis d'Appel Public à Concurrence publié au Journal Officiel de l'Union européenne et précisés comme suit :

- le **formulaire DC1** (Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants) ou une lettre de candidature signée par une personne habilitée à engager le candidat ou habilitant le mandataire d'un groupement à représenter le groupement accompagnée d'une attestation sur l'honneur contenant l'ensemble des informations demandées à la page 3 de ce formulaire.
- le **formulaire DC2** (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) (ou équivalent).

Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet suivant :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

ou un document unique de marché européen (DUME) disponible sur <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

- lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis à vis des autres entreprises du groupe.
- pour rappel, **les candidats doivent impérativement fournir les éléments demandés au paragraphe 2.2 ci-avant.**

Capacité économique et financière :

- Déclaration concernant le **chiffre d'affaires global du candidat** et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les **trois derniers exercices** disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, **preuve d'une assurance des risques professionnels** pertinents ;
- **Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années**, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

Capacité technique et professionnelle :

- Une liste des principales livraisons effectuées ou des **principaux services fournis au cours des trois dernières années** sur des prestations similaires, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Une déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- L'indication des **titres d'études et professionnels** du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public ;
- Une description de **l'outillage, du matériel et de l'équipement technique** dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- La description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la **qualité** et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- Des **certificats de qualification professionnelle** établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Sous-traitance :

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, le candidat apporte la preuve par tout moyen approprié.

En cas de groupement momentané d'entreprises, tous les membres doivent fournir les éléments demandés ci-dessus.

Les documents suivants seront à produire par les candidats sélectionnés avant l'envoi de l'invitation à soumissionner par le CEA et dans le délai fixé par ce dernier : attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses **obligations fiscales et sociales** ou documents équivalents en cas de candidat étrangers, datant de moins de six mois.

4.2 - Offre

Les candidats admis à soumissionner présentent une offre conforme aux exigences du CEA.

Conformément aux dispositions de l'article R2144-9, 4° du Code de la commande publique, la liste des documents à fournir dans le cadre de l'offre sera transmise uniquement aux candidats admis à soumissionner dans la lettre d'invitation à soumissionner.

ARTICLE 5 - REMISE DES CANDIDATURES

5.1 - Date limite de remise des candidatures

Les candidatures des soumissionnaires doivent être remises au plus tard le **30 juillet 2025 avant 16 heures** (délai de rigueur).

Tout dossier reçu après cette date sera écarté d'office.

La date et l'heure limite de remise des offres seront transmises ultérieurement dans la lettre d'invitation à soumissionner.

5.2 - Forme de remise des candidatures

5.2.1 - Version dématérialisée

Les soumissionnaires transmettent leurs dossiers via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE) accessible sur l'URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

Il est précisé qu'en cas de remise d'un dossier via la plateforme de dématérialisation des procédures du CEA, l'offre (au format .ZIP) ne doit pas dépasser 200 Mo après la compression ZIP.

Copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde devra être remise dans un pli scellé comportant la mention lisible : « Copie de sauvegarde ».

Elle doit être envoyée dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres à l'adresse indiquée ci-après :

CEA Grenoble - Service des Marchés et Achats
17, rue des Martyrs - 38054 GRENOBLE Cedex 09
A l'attention de Florence LARUE, bâtiment C4, pièce 402D

La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée,
- lorsque les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée ne sont pas parvenues dans les délais impartis de remise ou bien n'ont pas pu être ouvertes par le CEA (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de remise).

ARTICLE 6 - SELECTION DES CANDIDATURES ET CRITERES D'ATTRIBUTION

6.1 - Sélection des candidatures

Le CEA vérifiera que les candidats satisfont aux conditions de participation indiquées dans l'avis d'appel à concurrence objet de la présente procédure, référencé B25-02310-FL, et rappelées ci-après.

Après examen de la conformité administrative du dossier de candidature, le CEA procédera à l'analyse et à la sélection des candidatures conformément aux critères de jugement des candidatures suivants :

- la **capacité professionnelle** (pertinente, en adéquation avec l'objet et la taille du marché), décomposée comme suit :
 - o **40%** sur les références (y compris les attestations de bonne exécution) sur des prestations similaires,
 - o **40%** sur l'aptitude technique (moyens humains, moyens matériels, ...),
 - o **10%** sur l'organisation en matière d'assurance qualité.
- la capacité financière (appropriée et proportionnée à l'objet et au montant du marché), sur 10%.

Si le nombre de candidats recevables est supérieur au nombre maximal (5) fixé dans l'avis d'appel à concurrence, un classement des candidatures sera effectué selon les critères mentionnés ci-dessus.

6.2 - Critères d'attribution

Conformément aux dispositions de l'article de l'article R2144-9, 5° du Code de la commande publique, des critères d'attribution du marché seront transmis uniquement aux candidats admis à soumissionner dans la lettre d'invitation à soumissionner.

ARTICLE 7 - DOCUMENTS RELATIFS AU RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHE

Conformément aux articles R2143-6, R2143-7 et R2143-8 du Code de la commande publique, l'entreprise retenue par le CEA ne pourra devenir Titulaire du marché qu'à la condition de transmettre avant sa signature et dans le délai fixé par le CEA :

- les pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Dans le cas où l'entreprise retenue ne produirait pas ces documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée sans autre formalité.

Comme indiqué à l'article 2.2 du présent règlement de la consultation, le marché à attribuer est un marché classifié « Secret » au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. **Une attestation d'habilitation au secret de la défense nationale en cours de validité, délivrée par le Fonctionnaire de Sécurité de Défense (FSD), est exigée de l'attributaire au stade de l'attribution du marché.**

Si l'attributaire se trouve dans un cas d'exclusion de la procédure de passation du marché ou ne peut produire les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur dans le délai imparti, sa candidature sera rejetée et le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après sera sollicité pour produire les documents nécessaires.

Il en est de même si l'attributaire ne peut présenter une attestation d'habilitation en cours de validité au stade de l'attribution du marché.

ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le soumissionnaire est prié d'utiliser **la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE)**

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA est accessible sur l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

La présente consultation est suivie par :

8.1 - Interlocuteurs techniques

M. Frédéric FROMENT – Cellule de l'Officier de Sécurité - Tél. : 04 38 78 01 55 – frederic.froment@cea.fr

M. Bruno CAPECE – Cellule de l'Officier de Sécurité - Tél. : 04 38 78 25 32 – bruno.capece@cea.fr

8.2 - Interlocutrices commerciales

Florence LARUE - Service des Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.33.06 – Email : florence.larue@cea.fr

Isabelle BOREL - Service des Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.13.36 – Email : isabelle.borel@cea.fr

ARTICLE 9 - SUIVI DES FOURNISSEURS

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA dispose d'un outil d'évaluation relative à l'exécution de ses marchés. Dans ce cadre, le CEA peut être amené à réaliser des audits et/ou à demander des plans d'actions correctives à ses fournisseurs.

oooOooo